

Le 29 septembre 2105, l'ancien premier ministre Alain Juppé, candidat à la primaire des Républicains pour la présidence de la République, intervenait à l'école militaire sur la thématique « *Rencontre avec Alain Juppé autour des enjeux de Défense* ».

Nous sommes en effet en pré-campagne électorale pour 2017 et les positionnements des candidats potentiels pour être aussi « chef des armées » permettront sans aucun doute de suivre ou de ne pas suivre tel ou tel candidat, que ce soit pour des primaires ou l'élection finale. Certes, tous les citoyens ne donnent pas tous la même importance aux questions de défense dans leurs choix politiques. L'intervention d'Alain Juppé a permis pour ma part de m'éclairer sur la voix bien modeste que je pourrais, ou pas, lui apporter.

L'organisateur de cette soirée était l'association nationale des auditeurs jeunes de l'IHEDN (<http://www.anaj-ihedn.org/>). Plus de 1500 personnes avaient marqué leur intérêt pour cette conférence et deux amphithéâtres avaient été réquisitionnés. Je ne peux que féliciter cette association pour sa volonté efficace d'intéresser notre jeunesse aux problématiques de la défense et de la sécurité. Ces jeunes, informés et engagés, seront en charge sans aucun doute de notre sécurité demain dans un monde dangereux dans lequel notre société devra affirmer sa place et assurer son avenir.

Maintenant quelles conclusions puis-je tirer des propos d'Alain Juppé ? J'avais une certaine sympathie pour sa rigueur, sa loyauté et son sens de l'Etat. Il faut préciser aussi qu'il n'énonçait pas son projet pour la défense. Néanmoins, l'écoute de ces propos et la lecture que j'ai pu en faire à travers les lignes, permettent d'avoir une certaine idée sur l'avenir des forces armées sous une présidence Juppé. Je m'appuierai aussi sur les notes prises pendant l'intervention et donc sur des éléments du discours non présents dans le texte officiel diffusé par l'ANAJ, ce qui se révèle à mon avis assez intéressant (Cf. [Texte de l'intervention](#)).

L'avenir exprimé par Alain Juppé pour les forces armées n'est pas encourageant. Je résumerai mon sentiment : Alain Juppé est bien un héritier de la Ve République. Le gaullisme affiché dans les propos est sans aucun doute chiraquien mais le chiraquisme a-t-il été positif pour la société française ? Jacques Chirac a-t-il été un bon président de la République pour les Armées ? Certainement pas. Alain Juppé est dans cette ligne et les engagements de François Hollande, certes promis pour son successeur éventuel, ne devraient pas être tenus si Alain Juppé arrivait au pouvoir.

Mon sentiment général est aussi qu'Alain Juppé ne s'est pas démarqué des positions de François Hollande en politique étrangère. Hormis la seule référence contre le « risque terroriste et les cybermenaces », l'ennemi n'est toujours pas désigné. Les djihadistes n'existent pas. Le discours est bien au « centre droit » visant à satisfaire ce centre où gauche et droite peuvent se retrouver lors d'une élection, bien loin d'un gaullisme clair et visionnaire. Il n'y a eu et il n'y aura qu'un Charles de Gaulle...

Sur la problématique de la défense, je retiens que le dogme de la dissuasion nucléaire demeure. En 2018, date butoir plusieurs fois citée qui pourrait sans doute susciter un nouveau Livre blanc et une actualisation de la LPM, le besoin de renouveler les composantes et les infrastructures de la dissuasion nucléaire est réaffirmé pour assurer notre sécurité et pourtant Alain Juppé appelait dans le temps avec d'autres le désarmement nucléaire (Cf. [Mon billet du 2](#)

[septembre 2012. « Un réel débat sur la dissuasion nucléaire ? »](#) et Le Monde, 15 octobre 2009). Certes, ce 29 septembre, il a modéré sa position. Ce n'est pas à la France de montrer l'exemple alors qu'elle a adopté le principe de la stricte suffisance en terme d'armes nucléaires.

Bien sûr, Alain Juppé attaque le gouvernement actuel : « Comment ne pas voir que la remontée du budget de la défense est en réalité attendue pour 2018 et incombera donc au futur chef de l'Etat ! », « Une bouffée d'oxygène largement consommée par la masse salariale nécessaire à la préservation de 18 500 postes qui devaient être supprimés selon la LPM 2014-2019 ». L'ancien Premier ministre peut aussi citer un « moral au plus bas dans les armées depuis les années 70 » mais pendant sa présence au gouvernement, le moral a-t-il vraiment été au plus haut, avec les restructurations successives dont il ne peut s'affranchir de la responsabilité au nom de la solidarité gouvernementale ?

De fait, la part du PIB consacrée à la défense ne sera vraisemblablement pas augmentée et les propos se réfèrent au PIB actuel aux alentours de 1,5%. A la question d'affecter 2% du PIB pour la défense, Alain Juppé répond prudemment : « *Pas de chiffres dans ce contexte économique alors qu'en 2018, les promesses faites devront être assumées* ». Certes, Alain Juppé évoque le défi « *de la fatigue des hommes et des équipements* ». Il serait pourtant moins important si les effectifs étaient suffisants, les budgets respectés, la cohérence des armées dans le temps assurée y compris après 2017. Une « réforme » à chaque nouveau président ne peut pas assurer cette sécurité revendiquée pour la France et ses politiques.

En bref, les engagements d'aujourd'hui pour les armées ne seront pas tenus et si nos chefs d'état-major espèrent préserver leurs effectifs, leurs structures, je crains qu'ils ne se trompent. En 2018, à nouveau, il sera vraisemblablement demandé aux armées de se « réformer » dans la pure tradition de la droite aux affaires. Celle-ci évoque bien volontiers la protection de la France et sa population mais au fond d'elle-même, une grande partie de ses composantes considère que cela est du gaspillage. Bien qu'actuellement...

Sur l'engagement des forces sur le territoire national, il est net dans les propos d'Alain Juppé qu'il n'y est pas favorable, à nouveau dans la tradition d'une droite qui a mal vécu la guerre d'Algérie et veut cantonner la communauté militaire à un rôle « d'outil » ou d'instrument. Il faut se référer à l'histoire pour expliquer le comportement de nos hommes politiques les plus anciens. Cette prééminence voulue des forces de sécurité et non des forces armées pour assurer la sécurité intérieure remet donc en cause à moyen terme la nouvelle politique « Au contact » d'une armée de terre qui assure 90% de la mission Sentinelle.

Assurer la sécurité intérieure n'est pas un prétexte catégoriel pour justifier des ressources humaines, une organisation, des équipements. Alain Juppé aurait-il oublié que la responsabilité d'une armée est de protéger sa population, bien sûr dans le cadre des lois de la République, et non d'être un corps expéditionnaire permanent ? Il reste bien dans cette vieille image issue du dogme de la Ve République de la crainte d'une implication possible des armées dans la vie politique.

Enfin, et Alain Juppé l'a évoqué à plusieurs reprises mais cela n'a pas été repris dans le discours publié, il n'a été que ministre de la défense que quelques mois (novembre 2010 à

mars 2011). Il a vite préféré rejoindre le ministère des affaires étrangères, bien plus prestigieux. Comme l'évoquait un de mes camarades, « *il n'a pas eu le temps de nous aimer* ». Rester si peu de temps au ministère de la défense prouve son manque d'intérêt pour la communauté de défense et la considération qu'il nous porte : un mal nécessaire.

Je conclurai sur ce dernier propos : « Sauf à céder à l'esprit de doctrine que dénonçait le Général de Gaulle, il nous faut donc accepter de nous interroger sur les fondements de notre architecture de défense, pour en confirmer la pertinence ou pour préparer le terrain à de nouveaux ajustements » Cela ne signifie-t-il pas de nouvelles restructurations ? L'esprit de doctrine (et nous pourrions débattre sur le sens des mots et de leurs conséquences) ne s'applique-t-il pas aussi à cette volonté de maintenir au niveau actuel une dissuasion nucléaire à tout prix ?

Vraiment Alain Juppé ne sera pas le meilleur président de la République pour les armées. Attendons d'écouter les autres prétendants et bien sûr son programme officiel s'il réussit aux primaires des Républicains. Nul doute que le député François Cornut-Gentille très présent sur les questions de défense et faisant partie des proches d'Alain Juppé saura - peut-être - trouver des arguments rassurants et constructifs.